

Des effectifs pour une vie tranquille

Les années passent mais la détermination reste. Pour preuve, la dernière action du Collectif citoyen pour le droit de vivre tranquille à Limay qui relance une pétition avec toujours la même requête : des effectifs de police nationale. Une réunion publique était organisée dernièrement, en présence de Jacques Saint-Amaux et Eric Roulot, deux représentants de l'UNSA, syndicat de la police et d'Alain Husson, président du collectif qui a profité de l'occasion pour annoncer que la pétition comportait déjà 300 signatures mais qu'il fallait rester « mobilisés ». Le président du collectif a ensuite laissé la parole aux Limayens afin d'écouter leurs doléances.

« Lorsque nous appelons le commissariat, personne ne répond, se plaint une habitante. En plus, nous sommes obligés de rentrer les voitures dans les jardins sinon nous les retrouvons avec les vitres cassées ou le réservoir vide. C'est la responsabilité de tous, des parents, des grands-parents ». Ce témoignage traduit bien



■ Municipalité et collectif se mobilisent pour obtenir des effectifs de police nationale.

le sentiment d'insécurité qui règne chez les habitants de Limay. Une situation contre laquelle se battent la municipalité et le collectif depuis plusieurs années.

Mais Jacques Saint-Amaux ne compte pas laisser tomber, bien au contraire. « Il y a plusieurs volets à ce problème. Nous ne sommes pas dans un état policier mais nous avons besoin d'effectifs, ne serait-ce que pour la "peur du gendarme". Outre les effectifs de police nationale, nous avons besoin de reformer les jeunes parents à être des parents. Le

rôle de la municipalité est de mettre sur le terrain des éducateurs par exemple. C'est cette bataille que nous essayons de prendre en compte. Mais si il n'y a pas plus de policiers, ça ne sert à rien ».

Un ancien éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse, nouvellement installé à Limay, s'interroge : « Existe-t-il des instances telles qu'un groupement opérationnel local de sécurité (Gols)? » Et le maire de répondre : « Il existe un Gols à Mantes-la-Jolie. Il y a quelques années, nous avions

obtenu un "mini-gols" à Limay qui a depuis disparu.

Quant à la protection judiciaire de la jeunesse, ils sont 8 sur Mantes-la-Jolie. Quand nous leur signalons un jeune, son cas est étudié deux ans après. Ce n'est pas de leur faute, c'est le manque d'effectif. Nous allons retravailler dessus, notamment avec les bailleurs sociaux ; il y a des endroits qui ressemblent vraiment à des traquenards ! « Et de conclure : « Nous demandons simplement à avoir de nouveau ce que nous avons ».

Florie Cedolin

Le soutien de l'UNSA police

Deux représentants de l'UNSA, syndicat de la police étaient présents à cette réunion et ont permis d'apporter un éclairage sur la situation: « Le secteur de Mantes-la-Jolie représente 11 communes pour un effectif de 180 agents. Aujourd'hui on est dans une politique d'économie et Limay en fait les frais, explique Laurent Ysern, secrétaire national de l'UNSA aux côtés de Yannick Danio, également secrétaire national. On nous annonce 10 000 fonctionnaires de moins, comment faire alors ? La seule solution est de payer ! Les communes riches pourront employer des vigiles ou payer une police municipale, quant aux plus pauvres... Nous parlons de police mais il faut également parler de justice. Nous avons des jeunes dont la réponse juridique à l'acte commis s'étend sur plusieurs années. Ce n'est pas assez rapide pour avoir un sens dans l'esprit d'un jeune ».

LE POUR VOUS